

D'ailleurs, dans cette province, la valeur de la production des minerais a augmenté en 1988 grâce à la découverte de nouvelles mines d'or et à la hausse du prix du zinc, du cuivre et du charbon. Au Manitoba, les dépenses d'exploration ont été maintenues au niveau de celles de 1987, estimé à 50 millions de dollars. Tout compte fait, les revenus de l'industrie minière canadienne ont grimpé à cause du prix croissant des métaux de base et de la hausse soutenue de la productivité.

Le *Canadian Mining Journal* a même dit que les revenus de la plupart des sociétés de l'industrie des métaux de base serait les plus élevés depuis dix ans. Cela semble encourageant, même très encourageant. Cependant, cette série de bonnes nouvelles a été précédée par une dure récession économique à laquelle l'industrie minière a réagi en sabrant dans ses dépenses. Bien entendu, la réduction des effectifs ouvriers a été une des mesures qui ont servi à réduire les coûts.

Falconbridge Limited, deuxième producteur de nickel au Canada, a réduit le nombre de travailleurs de 38 p. 100 à Sudbury: presque la moitié ont perdu leur emploi entre 1982 et la fin de 1987, leur nombre passant de plus de 4 000 à environ 2 500. Inco Limited, premier producteur au monde, a congédié à peu près 41 p. 100 de ses employés.

Maintenant que les affaires sont florissantes, comme je l'ai dit plus tôt, demandons-nous comment ces sociétés, guidées de loin par le gouvernement, pourraient aider à soutenir l'économie canadienne et offrir plus de sécurité aux travailleurs dont cette industrie est le seul gagne-pain.

Dans une de ses publications, le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie reconnaît que c'est encore tout récemment que la société Inco a recommencé à mettre l'accent sur le développement du produit, alors que Falconbridge a concentré ses efforts de recherche et de développement sur la productivité accrue, ce qui ne crée pas d'emplois.

Dans ma motion, je propose que nous décourageons l'exportation de minéraux non traités. C'est sur ce point que je voudrais insister davantage. Les ressources minérales peuvent être à la base de procédés avancés de traitement et de la fabrication des produits de l'industrie. Il vaut mieux intégrer les secteurs et encourager la recherche et le développement tout en augmentant le contrôle canadien si nous voulons forger ces liens avec les ressources de base.

Initiatives parlementaires

Le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie ne s'est pas assez résolument engagé dans la promotion de la synergie et la création de liens entre les secteurs primaire et manufacturier. Il doit redoubler ses efforts.

L'été passé, la société Algoma Steel a dévoilé un programme qui tiendrait compte de ces questions. Il est fort possible qu'elle ferme son exploitation minière dans la ville de Wawa. Toutefois, elle étudie la possibilité de mettre au point un nouveau procédé de sintérisation ou de moderniser son usine de sintérisation. Elle projette de traiter les dépôts d'usines, déchets de surface de l'acier, et de les mélanger avec d'autres déchets ou du minerai.

Il faut espérer que le gouvernement encourage les initiatives de ce genre et offre le soutien nécessaire pour qu'elles réussissent. Dans le cas qui nous intéresse, 300 emplois sont en jeu. En fait, l'avenir de toute la collectivité en dépend.

En vertu de la loi ontarienne sur l'exploitation minière, le gouvernement de l'Ontario peut exiger que les sociétés traitent davantage au Canada les minéraux qu'elles extraient, mais la loi prévoit certaines exceptions. Falconbridge exporte encore du matte de cupronickel à son affinerie en Norvège et Inco expédie de l'oxyde de nickel, du travertin et du sulfure de nickel à son usine à Clydach, au pays de Galles, pour qu'ils y soient traités.

Prenons le cas de l'extraction du cuivre en Colombie-Britannique, par exemple. Dans cette industrie très instable, les multinationales produisent des concentrés exclusivement destinés à l'exportation. A l'heure actuelle, le cuivre est extrait par fusion en Colombie-Britannique, alors qu'on pourrait construire une fonderie ainsi que des installations de production de fils de cuivre. Certains soutiennent que la situation actuelle, où plus de 40 p. 100 des concentrés de cuivre sont acheminés vers des usines de traitement à l'étranger, est acceptable à cause de la présence d'un immense marché d'exportation au Japon et en Europe.

Examinons comment le Japon protège sa propre économie. Le Japon et la plupart des pays d'Europe imposent des tarifs douaniers à l'importation des métaux affinés parce qu'ils veulent protéger leurs usines nationales d'affinage et d'extraction des métaux par fusion.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, vu qu'il existe un marché pour les concentrés de cuivre et étant donné les frais de construction de nouvelles fonderies et de nouvelles usines de traitement, certains se demandent pourquoi nous devrions nous en faire? Pourquoi, en effet?